

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**  
Association  
Siège social : 9 Bd Alexandre Millerand  
44200 NANTES

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

\*\*\*\*\*

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**

Association

Siège social : 9 Bd Alexandre Millerand  
44200 NANTES

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES****SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

\*\*\*\*\*

Au Conseil d'Administration de l'association TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit, dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 qui expose le changement de méthodes comptables.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Engagements de Financement des Formations – E.F.F.**

La note de l'annexe sur les principes comptables (pages 3 et 4) précise que les comptes sont établis et arrêtés en conformité avec l'arrêté du 26 décembre 2023 portant homologation du règlement n°2023-07 du 10 novembre 2023.

La note de l'annexe intitulée « Charges à payer et taux d'annulation » (page 6) précise que les engagements de financement de formation (E.F.F.) relatifs à des actions de formation (contributions légales et supplémentaires) sont comptabilisés en charges lors de la décision de financement des actions. Le montant de l'engagement tient compte des annulations probables des actions de formation.

A la clôture, les engagements tenant compte des annulations probables non décaissés sont inscrits au crédit du compte « Charges à payer sur engagements de financement de formation ».

Nous nous sommes assurés de la correcte application du plan comptable et en particulier du correct calcul des E.F.F. relatifs aux engagements 2025 comptabilisés, sous déduction des annulations probables.

### **Dotation allouée au financement des projets de transition professionnelle**

Le paragraphe « actif créances d'exploitation » en pages 7 de l'annexe précise le montant des créances liées aux dotations non encore perçues à la date de clôture des comptes.

Le montant inscrit en compte *Concours de France Compétences* correspond au montant de la dotation annuelle allouée au titre du financement des différents dispositifs de transition professionnelle et notifiée par France Compétences préalablement à la date d'arrêté des comptes.

Nous nous sommes assurés des fonds perçus au titre de l'exercice, dont la comptabilisation d'un produit à recevoir sur la base du montant de dotation définitivement connue à la date d'arrêté des comptes.

### ***Co-Financements - Subventions***

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE a sollicité le concours de différents organismes financeurs. Nous nous sommes assurés :

- ✓ de la réalité et de l'évaluation des montants octroyés ;
- ✓ de la correcte application du « plan comptable applicable aux organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétences » et du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes comptables consistant notamment à comptabiliser en produits la totalité de la subvention, pour la période d'attribution concernée.
- ✓ de l'éventuelle comptabilisation de produits constatés d'avance pour la partie des subventions perçues non consommées.

### ***Provision pour risques et charges***

La note de l'annexe « Passif - provisions pour risques et charges » (pages 5 et 6 de l'annexe) rappelle le montant total des provisions comptabilisées au 31 décembre 2025.

Nous nous sommes assurés des modalités et calculs de ces provisions, permettant de valider la régularité des provisions comptabilisées.

### ***Respect de la Convention d'objectifs et de moyens***

Par une convention d'objectifs et de moyens signée avec l'Etat, par l'intermédiaire de la DREETS, TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE est tenue de respecter un plafond pour ses charges de fonctionnement.

Nous nous sommes assurés du respect de cette convention d'objectifs et de moyens, calculée sur la base de la dotation PTP reçue de FRANCE COMPETENCES.

### ***Changement de méthode comptable***

Comme mentionné dans la partie « observation » du présent rapport, la note de l'annexe « Changement de méthode comptable » expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fédération, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Président, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes, ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHANGE, le 20 mai 2026

**FITECO,**

Commissaire aux Comptes



Eric BOUSSION  
Associé

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**

Association

Siège social : 9 Bd Alexandre Millerand

44200 NANTES

---

**COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2025

\*\*\*\*\*

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

## BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2025 - APRES AFFECTATION -

ACTIF	2025			2024
	Valeur brute	Amortissements & provisions	Valeur nette	Valeur nette
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	77 803,44	77 803,44	-	-
Immobilisations corporelles	2 737 600,65	1 536 933,53	1 200 667,12	318 106,88
Immobilisations en cours	-	-	-	262 210,07
Immobilisations acomptes	-	-	-	354 509,61
Immobilisations financières	850,00	-	850,00	1 259,00
<b>Total I</b>	<b>2 816 254,09</b>	<b>1 614 736,97</b>	<b>1 201 517,12</b>	<b>936 085,56</b>
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>				
Concours de France Compétences	12 142 806,00		12 142 806,00	12 499 911,34
Etat :				
▢ Subventions & aides publiques à recevoir	20 000,00		20 000,00	100 000,00
▢ Créances fiscales	-		-	709,00
▢ Créances sociales	8 905,76		8 905,76	-
▢ Autres	-		-	-
Créances au titre :				
▢ de la convention FSE	1 089 449,93		1 089 449,93	1 122 114,89
▢ de la convention Transco	251 608,00		251 608,00	168 186,27
▢ Co-financement PTP vers PUR	1 033 565,84		1 033 565,84	959 919,49
▢ avances sur salaires ETS -50 salariés	77 870,62		77 870,62	67 714,04
▢ dettes s/ avances entreprises - 50 salariés	16 224,37		16 224,37	-
▢ avances sur salaires entreprises -50 salariés	273 442,61		273 442,61	116 608,62
Fonds réservés France Compétences				
Autres créances	38 662,46		38 662,46	21 742,44
Charges constatées d'avance	31 203,24		31 203,24	52 674,07
<b>Total II</b>	<b>14 983 738,83</b>	<b>-</b>	<b>14 983 738,83</b>	<b>15 109 580,16</b>
<b>COMPTES FINANCIERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	-		-	-
Disponibilités	3 426 188,91		3 426 188,91	11 515 045,83
Comptes de liaison entre dispositifs	1 005 021,79		1 005 021,79	815 954,64
<b>Total III</b>	<b>4 431 210,70</b>	<b>-</b>	<b>4 431 210,70</b>	<b>12 331 000,47</b>
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV)</b>	<b>22 231 203,62</b>	<b>1 614 736,97</b>	<b>20 616 466,65</b>	<b>28 376 666,19</b>



## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

## BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2025 - APRES AFFECTATION -

PASSIF	2025	2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
Report à nouveau	(379 470,38)	1 534 020,02
Résultat	1 477 300,29	(1 913 490,40)
Subventions d'investissements sur biens renouvelables	-	-
Provisions réglementées	-	-
<b>Total I</b>	<b>1 097 829,91</b>	<b>(379 470,38)</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>		
Provisions pour charges de formation :		
Provisions pour charges de formation	-	-
	-	-
	-	-
Provisions pour engagements de financement de formation :		
Provisions pour Engagements de formation	-	-
	-	-
	-	-
Autres provisions :		
Provisions pour risque de non versement Dotation FIPU	-	129 634,52
Provisions pour risque de non versement Dotation PUR	-	39 764,59
Provisions pour risque de non versement Dotation PTP	-	-
Provisions pour risque de non versement Dotation TCO	56 136,40	23 914,35
Provisions pour risque Reversement RAN	405 085,13	-
Provisions pour risque CSF	28 407,78	36 063,45
Risques et charges	-	7 942,85
Provisions pour charges de fonctionnement	184 027,26	246 214,16
<b>Total II</b>	<b>673 656,57</b>	<b>483 533,92</b>
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Charges à payer pour engagements de financements de formation	16 277 985,49	20 893 213,06
Dettes fournisseurs	86 431,43	168 575,30
Dettes fiscales et sociales :		
Dettes fiscales	41 722,07	137 986,71
Dettes sociales	401 071,90	391 941,15
Dettes sur immobilisations	-	-
Autres dettes :		
Contribution France Compétences	-	-
Fonds réservés remboursables (TRANSCO...)	-	-
Autres dettes d'exploitation	1 034 401,83	959 263,79
<b>Total III</b>	<b>17 841 612,72</b>	<b>22 550 980,01</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Banques, découverts	-	-
Autres dettes financières	-	-
Comptes de liaison entre dispositifs	1 005 021,79	815 954,64
<b>Total IV</b>	<b>1 005 021,79</b>	<b>815 954,64</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	(1 654,35)	4 905 668,00
<b>Total V</b>	<b>(1 654,35)</b>	<b>4 905 668,00</b>
<b>TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>20 616 466,64</b>	<b>28 376 666,19</b>

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

COMPTE DE RESULTAT GLOBAL EN LISTE - EXERCICE 2025

	2025	2024	Variation	%
<b>Abondements France Compétences</b>	<b>26 581 759,24</b>	<b>20 320 732,73</b>	<b>6 261 026,51</b>	<b>30,81%</b>
<b>SURVENTIONS ET AIDES PUBLIQUES :</b>	<b>1 398 594,15</b>	<b>2 517 552,95</b>	<b>(1 118 958,80)</b>	<b>-44,45%</b>
Fonds Social Européen (FSE)	137 313,93	1 111 676,56	(974 362,63)	-87,65%
Etat	-	-	-	N/A
Régions	-	-	-	N/A
AGEFIPH	-	251 531,18	(251 531,18)	-100,00%
Autres	1 261 280,22	1 154 345,21	106 935,01	9,26%
<b>PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE SUR ACTIVITE</b>	<b>-</b>	<b>27 845,74</b>	<b>(27 845,74)</b>	<b>-100,00%</b>
<b>REPRISE PROVISIONS AU TITRE DES FORMATIONS</b>	<b>213 319,76</b>	<b>5 344 652,58</b>	<b>(5 131 332,82)</b>	<b>-96,01%</b>
• Reprise de provisions pour charges de formation :				
Reprise de provisions pour charges de formation	12 063,45	-	12 063,45	N/A
	-	-	-	N/A
	-	-	-	N/A
• Reprise de provisions pour Engagements de Financement de Formation :				
Reprise de provisions pour Engagements de Financement de Formation	-	-	-	N/A
	-	-	-	N/A
	-	-	-	N/A
• Autres provisions :				
Reprise de provisions pour risque de non utilisation des subventions Plan de relance	-	-	-	N/A
Reprise de provisions pour risque de non utilisation des subventions FSE	-	-	-	N/A
Reprise de provisions pour risque de reversement RAN France Compétences	201 256,31	26 160,50	-	-
Reprise de provisions pour risque de non versement Dotation PTP France Compétences	-	5 285 540,00	-	-
Reprise de provisions pour risque de non versement Dotation TCO	-	32 952,08	(32 952,08)	-100,00%
Reprise de Autres provisions	-	-	-	-
<b>Total I : Produits d'activité</b>	<b>28 193 673,15</b>	<b>28 210 784,00</b>	<b>(17 110,85)</b>	<b>-0,06%</b>
<b>FIPU :</b>	<b>2 208 774,70</b>	<b>1 268 590,88</b>	<b>940 183,82</b>	<b>74,11%</b>
Coûts pédagogiques	617 237,59	365 498,02	251 739,57	68,88%
Rémunérations, charges sociales	1 576 981,93	894 923,92	682 058,01	76,21%
Transport, hébergement, repas	14 555,18	8 168,94	6 386,24	78,18%
<b>PUR :</b>	<b>1 667 601,16</b>	<b>1 351 841,67</b>	<b>315 759,49</b>	<b>23,36%</b>
Coûts pédagogiques	557 266,84	391 434,94	165 831,90	42,37%
Rémunérations, charges sociales	1 094 031,99	950 638,31	143 393,68	15,08%
Transport, hébergement, repas	16 302,33	9 768,42	6 533,91	66,89%
<b>VAE :</b>	<b>(1 785,35)</b>	<b>13 497,45</b>	<b>(15 282,80)</b>	<b>-113,23%</b>
Coûts pédagogiques	(1 785,35)	13 497,45	(15 282,80)	-113,23%
Rémunérations, charges sociales	-	-	-	N/A
Transport, hébergement, repas	-	-	-	N/A
<b>FORMATIONS HORS TEMPS DE TRAVAIL :</b>	<b>157 962,19</b>	<b>153 790,85</b>	<b>4 171,34</b>	<b>2,71%</b>
Coûts pédagogiques	157 722,19	153 518,85	4 203,34	2,74%
Transport, hébergement, repas	240,00	272,00	(32,00)	-11,76%
<b>PROJET TRANSITION PROFESSIONNELLE - PTP :</b>	<b>17 826 868,02</b>	<b>23 578 222,16</b>	<b>(5 751 354,14)</b>	<b>-24,39%</b>
Coûts pédagogiques	4 746 329,27	6 365 280,24	(1 618 950,97)	-25,43%
Rémunérations, charges sociales	12 948 603,52	17 087 426,81	(4 138 823,29)	-24,22%
Transport, hébergement, repas	131 935,23	125 515,11	6 420,12	5,12%
<b>TRANSCO :</b>	<b>193 023,68</b>	<b>254 155,02</b>	<b>(61 131,34)</b>	<b>-24,05%</b>
Coûts pédagogiques	49 044,03	80 070,01	(31 025,98)	-38,75%
Rémunérations, charges sociales	143 588,81	170 292,28	(26 703,47)	-15,68%
Transport, hébergement, repas	390,84	3 792,73	(3 401,89)	-89,70%
<b>CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE SUR ACTIVITE</b>	<b>212 264,63</b>	<b>32 793,95</b>	<b>179 470,68</b>	<b>547,27%</b>
<b>CHARGES DE FINANCEMENT AU TITRE DES FORMATIONS :</b>	<b>1 033 565,84</b>	<b>959 919,49</b>	<b>73 646,35</b>	<b>7,67%</b>
• Co-financement :				
Cofinancement PUR par la dotation PTP	1 033 565,84	959 919,49	73 646,35	7,67%
	-	-	-	N/A
<b>DOTATIONS PROVISIONS AU TITRE DES FORMATIONS :</b>	<b>465 629,31</b>	<b>229 376,91</b>	<b>236 252,40</b>	<b>103,00%</b>
• Autres provisions :				
Provisions pour risque sur excédents financiers	-	169 399,11	(169 399,11)	-100,00%
Provisions pour risque de non utilisation des subventions FSE	4 407,78	36 063,45	(31 655,67)	-87,78%
Provisions pour risque de reversement RAN France Compétences	461 221,53	-	461 221,53	N/A
Provisions pour risque de non versement Dotation PTP France Compétences	-	-	-	N/A
Provisions pour risque de non versement Dotation TCO	-	23 914,35	-	-
Autres provisions	-	-	-	-
<b>Total II : Charges d'activité</b>	<b>23 763 904,18</b>	<b>27 842 188,38</b>	<b>(4 314 536,60)</b>	<b>-15,50%</b>
<b>TOTAL III : RESULTAT D'ACTIVITE (total I - total II)</b>	<b>4 429 768,97</b>	<b>368 595,62</b>	<b>4 061 173,35</b>	<b>1101,80%</b>

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

## COMPTE DE RESULTAT GLOBAL EN LISTE - EXERCICE 2025 (SUITE)

	2025	2024	Variation	%
<b>PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT</b>	6,68	88 815,75	(88 809,07)	-99,99%
<b>TRANSFERTS DE CHARGES</b>	(782,02)	39 713,20	(40 495,22)	-101,97%
<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT :</b>				
□ FSE	9 611,98	145 260,05	(135 648,07)	-93,38%
□ Autres subventions	149 671,30	127 971,45	21 699,85	16,96%
<b>REPRISES PROVISIONS DE FONCTIONNEMENT</b>	96 214,16	60 945,70	35 268,46	57,87%
<b>Total IV : Produits de fonctionnement</b>	<b>254 722,10</b>	<b>462 706,15</b>	<b>(207 984,05)</b>	<b>-44,95%</b>
<b>CHARGES LIEES AU PARITARISME :</b>				
□ Missions & services éligibles à ce titre	16 432,33	31 430,59	(14 998,26)	-47,72%
<b>Sous-total charges liées au Paritarisme</b>	<b>16 432,33</b>	<b>31 430,59</b>	<b>(14 998,26)</b>	<b>-47,72%</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT :</b>				
□ Achats & charges externes	779 632,41	997 104,00	(217 471,59)	-21,81%
□ Impôts, taxes et versements assimilés	146 093,54	170 318,39	(24 224,85)	-14,22%
□ Salaires et traitements	1 146 911,49	1 229 432,07	(82 520,58)	-6,71%
□ Charges sociales	489 905,13	511 099,40	(21 194,27)	-4,15%
□ Cotisation France Compétences/Certif Pro	23 357,03	26 875,74	(3 518,71)	-13,09%
□ Dotation aux amortissements et dépréciations	124 713,72	71 721,26	52 992,46	73,89%
□ Dotation aux provisions	34 027,26	4 447,60	29 579,66	665,07%
□ Autres charges	49 951,70	792,99	123 920,73	15627,02%
<b>Sous-total charges de fonctionnement</b>	<b>2 794 592,28</b>	<b>3 011 791,45</b>	<b>(217 199,17)</b>	<b>-7,21%</b>
<b>Total V : Charges de fonctionnement</b>	<b>2 811 024,61</b>	<b>3 043 222,04</b>	<b>(232 197,43)</b>	<b>-7,63%</b>
<b>TOTAL VI : RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (total IV - total V)</b>	<b>(2 556 302,51)</b>	<b>(2 580 515,89)</b>	<b>24 213,38</b>	<b>-0,94%</b>
<b>TOTAL VII : RESULTAT D'EXPLOITATION (total III + total VI)</b>	<b>1 873 466,46</b>	<b>(2 211 920,27)</b>	<b>4 085 386,73</b>	<b>-184,70%</b>
<b>Total VIII : PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>124 210,48</b>	<b>384 970,55</b>	<b>(260 760,07)</b>	<b>-67,74%</b>
<b>Total IX : CHARGES FINANCIERES</b>	<b>29 809,65</b>	<b>86 540,68</b>	<b>(56 731,03)</b>	<b>-65,55%</b>
<b>TOTAL X : RESULTAT FINANCIER (total VIII - total IX)</b>	<b>94 400,83</b>	<b>298 429,87</b>	<b>(204 029,04)</b>	<b>-68,37%</b>
<b>Total XI : PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>N/A</b>
<b>Total XII : CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>490 567,00</b>	<b>490 567,00</b>	<b>-</b>	<b>N/A</b>
<b>TOTAL XIII : RESULTAT EXCEPTIONNEL (total XI - total XII)</b>	<b>(490 567,00)</b>	<b>-</b>	<b>(490 567,00)</b>	<b>N/A</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (total VII + total X + total XIII)</b>	<b>1 477 300,29</b>	<b>(1 913 490,40)</b>	<b>3 390 790,69</b>	<b>-177,20%</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>28 572 605,73</b>	<b>29 058 460,70</b>	<b>(485 854,97)</b>	<b>-1,67%</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>27 095 305,44</b>	<b>30 971 951,10</b>	<b>(3 876 645,66)</b>	<b>-12,52%</b>

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

## VARIATION DES IMMOBILISATIONS SUR L'EXERCICE 2025

ELEMENTS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
□ Logiciels	-	-	-	-
□ Autres immobilisations incorporelles	77 803,44	-	-	77 803,44
□ Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
<b>TOTAL I</b>	<b>77 803,44</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>77 803,44</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
□ Terrains	-	-	-	-
□ Constructions sur sol propre	686 020,58	-	-	686 020,58
□ Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
□ Installations générales, agencements, aménagements	923 600,40	881 902,75	144 265,13	1 661 238,02
□ Matériel de transport	-	-	-	-
□ Matériel informatique	192 719,71	-	2 445,92	190 273,79
□ Matériel de bureau	133 607,51	125 371,21	58 910,48	200 068,24
□ Mobilier	-	-	-	-
□ Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
□ Avances & acomptes	-	-	-	-
<b>TOTAL II</b>	<b>1 935 948,20</b>	<b>1 007 273,96</b>	<b>205 621,53</b>	<b>2 737 600,63</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
□ Dépôts et cautions versés	1 259,00	-	409,00	850,00
<b>TOTAL III</b>	<b>1 259,00</b>	<b>-</b>	<b>409,00</b>	<b>850,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>2 015 010,64</b>	<b>1 007 273,96</b>	<b>206 030,53</b>	<b>2 816 254,07</b>

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

## VARIATION DES AMORTISSEMENTS SUR L'EXERCICE 2025

ELEMENTS	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
▫ Logiciels	77 803,44	-	-	77 803,44
▫ Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<b>TOTAL I</b>	<b>77 803,44</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>77 803,44</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
▫ Constructions sur sol propre	686 020,58	-	-	686 020,58
▫ Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
▫ Installations générales, agencements, aménagements	704 712,29	69 195,74	123 161,24	650 746,79
▫ Matériel de transport	-	-	-	-
▫ Matériel informatique	141 008,40	18 445,71	2 445,92	157 008,19
▫ Matériel de bureau	86 100,07	15 968,38	58 910,48	43 157,97
▫ Mobilier	-	-	-	-
<b>TOTAL II</b>	<b>1 617 841,34</b>	<b>103 609,83</b>	<b>184 517,64</b>	<b>1 536 933,53</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>1 695 644,78</b>	<b>103 609,83</b>	<b>184 517,64</b>	<b>1 614 736,97</b>

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
<b>CDI</b>			
▢ Créances et comptes rattachés au titre du CDI :	-	-	-
▢ Concours de France Compétences	-	-	-
▢ Subventions & aides publiques à recevoir :	-	-	-
▢ FSE	-	-	-
▢ Région	-	-	-
▢ AGEFIPH	-	-	-
▢ Etat	-	-	-
▢ Autres	-	-	-
▢ Créances fiscales :	-	-	-
▢ Remboursement URSSAF	-	-	-
▢ Aide apprentissage	-	-	-
▢ Créances sociales :	-	-	-
▢ Tickets restaurants	-	-	-
▢ IJSS - Prévoyance - Formation	-	-	-
▢ Autres créances :	-	-	-
▢ Fournisseurs	-	-	-
▢ Remboursements à recevoir	-	-	-
<b>Sous-total CDI</b>	-	-	-
<b>CDD</b>			
▢ Créances et comptes rattachés au titre du CDD :	-	-	-
▢ Concours de France Compétences	-	-	-
▢ Subventions & aides publiques à recevoir :	-	-	-
▢ FSE	-	-	-
▢ Région	-	-	-
▢ AGEFIPH	-	-	-
▢ Etat	-	-	-
▢ Autres	-	-	-
▢ Créances fiscales :	-	-	-
▢ Remboursement URSSAF	-	-	-
▢ Aide apprentissage	-	-	-
▢ Créances sociales :	-	-	-
▢ Tickets restaurant	-	-	-
▢ PTP	-	-	-
▢ IJSS - Prévoyance - Formation	-	-	-
▢ Autres créances :	-	-	-
▢ Fournisseurs	-	-	-
▢ Remboursements à recevoir	-	-	-
<b>Sous-total CDD</b>	-	-	-
<b>PTP</b>			
▢ Créances et comptes rattachés au titre du PTP :	12 109 319,00	12 109 319,00	-
▢ Concours de France Compétences	12 109 319,00	12 109 319,00	-
▢ Subventions & aides publiques à recevoir :	1 460 127,68	1 460 127,68	-
▢ FSE	1 089 449,93	1 089 449,93	-
▢ Région	19 364,52	19 364,52	-
▢ AGEFIPH	-	-	-
▢ Etat	-	-	-
▢ Autres	351 313,23	351 313,23	-
▢ Créances fiscales :	-	-	-
▢ Remboursement URSSAF	-	-	-
▢ Aide apprentissage	-	-	-
▢ Créances sociales :	8 622,79	8 622,79	-
▢ Tickets restaurant	-	-	-
▢ PTP	8 622,79	8 622,79	-
▢ IJSS - Prévoyance - Formation	-	-	-
▢ Autres créances :	37 434,00	37 434,00	-
▢ Fournisseurs	37 434,00	37 434,00	-
▢ Remboursements à recevoir	-	-	-
<b>Sous-total PTP</b>	13 615 503,47	13 615 503,47	-
<b>TRANSCO</b>			
▢ Créances et comptes rattachés au titre de TRANSCO :	251 608,00	251 608,00	-
▢ Concours de France Compétences	251 608,00	251 608,00	-
▢ Subventions & aides publiques à recevoir :	46,19	46,19	-
▢ FSE	-	-	-
▢ Région	46,19	46,19	-
▢ AGEFIPH	-	-	-
▢ Etat	-	-	-
▢ DREETS TRANSCO	-	-	-
▢ Autres	-	-	-
▢ Créances fiscales :	-	-	-
▢ Remboursement URSSAF	-	-	-
▢ Aide apprentissage	-	-	-
▢ Créances sociales :	20,57	20,57	-
▢ Tickets restaurant	-	-	-
▢ PTP	-	-	-
▢ IJSS - Prévoyance - Formation	20,57	20,57	-
▢ Autres créances :	89,29	89,29	-
▢ Fournisseurs	89,29	89,29	-
▢ Remboursements à recevoir	-	-	-
<b>Sous-total TCO</b>	251 744,05	251 744,05	-

31

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

ETAT DES COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

PRODUITS A RECEVOIR	EXERCICE 2025
<b>CDF</b>	
Abondements à recevoir	
Subventions & aides publiques à recevoir :	-
FSE	
Région	
ADERIPH	
Etat	
Autres	
Produits à recevoir de fonctionnement :	-
Avoirs à recevoir	
Créances	
Fournisseurs	
Charges constatées d'avance	-
Sous total CDF	-
<b>CDD</b>	
Abondements à recevoir	
Subventions & aides publiques à recevoir :	-
FSE	
Région	
ADERIPH	
Etat	
Autres	
Produits à recevoir de fonctionnement :	-
Avoirs à recevoir	
Créances	
Fournisseurs	
Charges constatées d'avance	-
Sous total CDD	-
<b>PTZ</b>	
Abondements à recevoir	12 107 319,00
Subventions & aides publiques à recevoir :	1 460 127,48
FSE	1 089 449,93
Région	19 364,52
ADERIPH	-
Etat	-
Autres	351 313,23
Produits à recevoir de fonctionnement :	44 056,79
Avoirs à recevoir	20 400,00
Créances	8 602,79
Fournisseurs	17 054,00
Charges constatées d'avance	30 211,79
Sous total PTZ	13 445 715,24
<b>TRANSO</b>	
Abondements à recevoir	251 408,00
Subventions & aides publiques à recevoir :	46,19
FSE	
Région	
ADERIPH	46,19
Etat	
Autres (DREETS...)	
Produits à recevoir de fonctionnement :	109,84
Avoirs à recevoir	
Créances	20,57
Fournisseurs	89,29
Charges constatées d'avance	72,04
Sous total TRANSO	251 836,11
<b>RPU</b>	
Abondements à recevoir	-
Subventions & aides publiques à recevoir :	288,45
FSE	
Région	
ADERIPH	288,45
Etat	
Autres (DREETS...)	
Produits à recevoir de fonctionnement :	486,04
Avoirs à recevoir	
Créances	128,44
Fournisseurs	557,60
Charges constatées d'avance	450,03
Sous total RPU	1 424,52
<b>PER</b>	
Abondements à recevoir	33 487,00
Subventions & aides publiques à recevoir :	1 033 844,48
FSE	
Région	300,84
ADERIPH	
Etat	
Autres	1 033 543,64
Produits à recevoir de fonctionnement :	715,53
Avoirs à recevoir	
Créances	133,94
Fournisseurs	581,57
Charges constatées d'avance	447,38
Sous total PER	1 048 538,57
<b>Total</b>	<b>14 747 514,44</b>

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN CINQ ANS AU +	A PLUS DE CINQ ANS
<b>CDI</b>				
▫ Dettes et comptes rattachés au titre du CDI :				
▫ Fournisseurs :				
▫ Fournisseurs				
▫ FNP				
▫ Dettes fiscales :				
▫ CAP sur dettes fiscales				
▫ Dettes sociales :				
▫ CAP sur dettes sociales				
▫ Contribution France compétences/Certif Pro				
▫ Fonds réservés remboursables				
▫ Autres dettes :				
▫ CAP sur autres dettes				
<b>Sous total CDI</b>	-	-	-	-
<b>CDD</b>				
▫ Dettes et comptes rattachés au titre du CDD :				
▫ Fournisseurs :				
▫ Fournisseurs				
▫ FNP				
▫ Dettes fiscales :				
▫ CAP sur dettes fiscales				
▫ Dettes sociales :				
▫ CAP sur dettes sociales				
▫ Contribution France compétences/Certif Pro				
▫ Fonds réservés remboursables				
▫ Autres dettes :				
▫ CAP sur autres dettes				
<b>Sous total CDD</b>	-	-	-	-
<b>PTP</b>				
▫ Dettes et comptes rattachés au titre du PTP :	13 667 544,74	10 934 035,79	2 733 508,95	
▫ Fournisseurs :				
▫ Fournisseurs/FNP	83 685,16	165 410,01		(81 724,85)
▫ Dettes fiscales :				
▫ CAP sur dettes fiscales	40 396,39	100 334,68		(59 938,29)
▫ Dettes sociales :				
▫ CAP sur dettes sociales	271 347,62	249 057,87		22 289,75
▫ CAP sur dettes sociales bénéficiaires	120 819,56	138 117,30		(17 297,74)
▫ Contribution France compétences/Certif Pro				
▫ Fonds réservés remboursables				
▫ Autres dettes :				
▫ CAP sur autres dettes	1 034 401,83	767 411,03	191 852,76	75 138,04
<b>Sous total PTP</b>	15 218 195,30	12 354 366,68	2 925 361,71	(61 533,09)
<b>TRANSCO</b>				
▫ Dettes et comptes rattachés au titre du TRANSCO :	135 005,32	108 004,26	27 001,06	
▫ Fournisseurs :				
▫ Fournisseurs/FNP	199,61	401,83		(202,22)
▫ Dettes fiscales :				
▫ CAP sur dettes fiscales	96,36	36 073,76		(35 977,40)
▫ Dettes sociales :				
▫ CAP sur dettes sociales	647,22	605,03		42,19
▫ CAP sur dettes sociales bénéficiaires	-	-		
▫ Contribution France compétences/Certif Pro				
▫ Fonds réservés remboursables				
▫ Autres dettes :				
▫ CAP sur autres dettes	-			
<b>Sous total TRANSCO</b>	135 948,51	145 084,88	27 001,06	(36 137,43)
<b>Total</b>	15 354 143,81	12 499 451,56	2 952 362,77	(97 670,52)



**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**
**TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER CIF CDI**

RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE					-
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS					-
C = A+B	TOTAL I	-	-	-	-	-
D	▫ (+) Charges de formation décaissées au de l'exercice N					-
E	▫ (+) Annulations, ajustements					-
F = D+E	TOTAL II	-	-	-	-	-
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	-	-	-	-	-

**TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION CIF CDI**

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	-				
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N					
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice					
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements					
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice					
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	-				
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	-				
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	-	-	-	-	-

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**
**TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER CIF CDD**

RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE	-				-
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS					-
C = A+B	TOTAL I	-	-	-	-	-
D	□ (+) Charges de formation décaissées au de l'exercice N					-
E	□ (+) Annulations, ajustements	-				-
F = D+E	TOTAL II	-	-	-	-	-
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	-	-	-	-	-

**TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION CIF CDD**

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N					
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N					
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice					
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements					
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice					
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation					
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N					
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	-	-	-	-	-

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER PTP

RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE	904 715,63	2 655 677,26	17 812 513,75		21 372 906,64
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS	994,40	3 741,10	43 968,37	20 608 320,67	20 657 024,54
C = A+B	TOTAL I	905 710,03	2 659 418,36	17 856 482,12	20 608 320,67	42 029 931,18
D	α (+) Charges de formation décaissées au de l'exercice N	112 805,58	1 279 010,26	15 111 151,37	6 107 718,33	22 610 685,54
E	α (+) Annulations, ajustements	745 207,96	1 164 485,62	1 408 225,62	510 265,88	3 828 185,08
F = D+E	TOTAL II	858 013,54	2 443 495,88	16 519 376,99	6 617 984,21	26 438 870,62
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	47 696,49	215 922,48	1 337 105,13	13 990 336,46	15 591 060,56

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION PTP

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	535 322,03	1 861 585,72	15 880 267,89		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				20 608 320,67	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice				9%	
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements				1 854 429,31	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice	112 805,58	1 279 010,26	15 111 151,37	6 107 718,33	
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	535 322,03	1 861 585,72	15 880 267,89		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	46 948,80	206 577,06	767 845,85	12 646 173,03	
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	46 948,80	206 577,06	767 845,85	12 646 173,03	13 667 544,74

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**
**TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER TCO**

RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE	-	17 575,72	234 774,61		252 350,33
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS	-	-	-	199 301,76	199 301,76
C = A+B	TOTAL I	-	17 575,72	234 774,61	199 301,76	451 652,09
D	α (+) Charges de formation décaissées au de l'exercice N	-	12 577,29	217 854,36	51 496,40	281 928,05
E	α (+) Annulations, ajustements	-	4 998,43	5 117,92	684,60	10 800,95
F = D+E	TOTAL II	-	17 575,72	222 972,28	52 181,00	292 729,00
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	-	-	11 802,33	147 120,76	158 923,09

**TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION TCO**

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N		17 356,28	209 504,41		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				199 301,76	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice				9,00%	
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements				17 937,16	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice		12 577,29	217 854,36	51 496,40	
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation		17 356,28	209 504,41		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N		-	5 137,12	129 868,20	135 005,32
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	-	-	5 137,12	129 868,20	

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER FIPU						
	RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME	Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE			1 298 330,05		1 298 330,05
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS				2 445 470,60	2 445 470,60
C = A+B	TOTAL I	-	-	1 298 330,05	2 445 470,60	3 743 800,65
D	a (*) Charges de formation décaissées au de l'exercice N			1 124 153,09	992 093,92	2 116 247,01
E	a (*) Annulations, ajustements			45 866,92	148 805,68	194 672,60
F = D+E	TOTAL II	-	-	1 170 020,01	1 140 899,60	2 310 919,61
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	-	-	128 310,04	1 304 571,00	1 432 881,04

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION FIPU						
	Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N			1 172 471,64		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				2 445 470,60	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice				9%	
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements				231 460,32	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice			1 124 153,09	992 093,92	
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation			1 172 471,64		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N			42 971,40	1 221 916,36	
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	-	-	42 971,40	1 221 916,36	1 264 887,76

## TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER PUR

	RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME	Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE			1 349 672,84		1 349 672,84
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS				1 917 638,66	1 917 638,66
C = A+B	TOTAL I	-	-	1 349 672,84	1 917 638,66	3 267 311,50
D	a (*) Charges de formation décaissées au de l'exercice N			1 072 506,83	602 357,18	1 674 864,01
E	a (*) Annulations, ajustements			194 119,84	46 048,92	240 168,76
F = D+E	TOTAL II	-	-	1 266 626,67	648 406,10	1 915 032,77
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	-	-	83 046,17	1 269 232,56	1 352 278,73

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION PUR

	Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N			1 216 705,09		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				1 917 638,66	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice				9,79%	
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements				187 779,98	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice			1 072 506,83	602 357,18	
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation			1 216 705,09		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N			83 046,17	1 127 501,50	
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	-	-	83 046,17	1 127 501,50	1 210 547,67

TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

**REPORT A NOUVEAU ET AFFECTATION DU RESULTAT**

REPORT A NOUVEAU ET AFFECTATION DU RESULTAT CDI

	Débit	Crédit
RAN au 31/12/2025	0,22	-
Reprises des provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 non réalisés (Annulations, ajustements, écarts)		-
Dotations aux provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 (Régularisations)	-	
<b>Solde du Report A Nouveau avant affectation du Résultat CDI 2025</b>		<b>(0,22)</b>
Résultat de l'exercice CDI		(0,02)
<b>Solde du Report A Nouveau après affectation du Résultat CDI 2025</b>	-	<b>0,24</b>

REPORT A NOUVEAU ET AFFECTATION DU RESULTAT CDD

	Débit	Crédit
RAN au 31/12/2025	0,28	-
Reprises des provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 non réalisés (Annulations, ajustements, écarts)		-
Dotations aux provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 (Régularisations)	-	
<b>Solde du Report A Nouveau avant affectation du Résultat CDD 2025</b>		<b>(0,28)</b>
Résultat de l'exercice CDD		0,43
<b>Solde du Report A Nouveau après affectation du Résultat CDD 2025</b>		<b>0,15</b>

REPORT A NOUVEAU ET AFFECTATION DU RESULTAT PTP

	Débit	Crédit
RAN au 31/12/2025	525 314,84	
Reprises des provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 non réalisés (Annulations, ajustements, écarts)		-
Dotations aux provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 (Régularisations)	-	
<b>Solde du Report A Nouveau avant affectation du Résultat PTP 2025</b>		<b>(525 314,84)</b>
Résultat de l'exercice PTP		1 826 282,00
<b>Solde du Report A Nouveau après affectation du Résultat PTP 2025</b>		<b>1 300 967,16</b>

REPORT A NOUVEAU ET AFFECTATION DU RESULTAT TCO

	Débit	Crédit
RAN au 31/12/2025		138 607,16
Reprises des provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 non réalisés (Annulations, ajustements, écarts)		-
Dotations aux provisions pour Engagements de formation sur EFF < au 01/01/2026 (Régularisations)	-	
<b>Solde du Report A Nouveau avant affectation du Résultat TCO 2025</b>		<b>138 607,16</b>
Résultat de l'exercice TCO		(457 743,25)
<b>Solde du Report A Nouveau après affectation du Résultat TCO 2025</b>		<b>(319 136,09)</b>

**TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE**
**DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES**

OPERATIONS DE L'EXERCICE	CDI		CDD		PTP	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
Reversement RAN CIF						
Pénalités sur reversement						
Dotations exceptionnelle PTP France Compétences						
<i>Total</i>	-	-	-	-	-	-

OPERATIONS SUR EXERCICES ANTERIEURS	CDI		CDD		PTP	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
-						
-						
<i>Total</i>	-	-	-	-	-	-



TRANSITIONS PRO PAYS DE LA LOIRE

DETAIL DES COMPTES BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2025												
COMPTES BANCAIRES ET CAISSE	CDI		CDD		PPF		TCO		RPU		PUR	
	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur	Solde comptable débiteur	Solde comptable créditeur
C/C Fonctionnement					176 245,70		420,44		2 425,60		2 738,42	
C/C CDI	157 956,71											
C/C CDD			83 809,20		316 305,00				1 019 782,95			
C/C PPF					769 412,23		299 271,59				607 601,07	
Liurels												
Total	157 956,71	-	83 809,20	-	1 261 962,93	-	299 692,03	-	1 022 408,55	-	610 339,49	-
TOTALS												
C/C Fonctionnement					176 245,70		420,44		2 425,60		2 738,42	
C/C CDI	157 956,71											
C/C CDD			83 809,20		316 305,00				1 019 782,95			
C/C PPF					769 412,23		299 271,59				607 601,07	
Liurels												
Total	157 956,71	-	83 809,20	-	1 261 962,93	-	299 692,03	-	1 022 408,55	-	610 339,49	-

  

COMPTES DE LIAISON							
	CDI	CDD	PPF	TCO	RPU	PUR	TOTAUX
Comptes de liaison débiteur	-	-	603 253,42	-	501 748,17	-	1 005 001,59
Comptes de liaison créditeur	1 776,27	1 775,73	-	482 949,93	-	318 519,86	(1 005 021,79)
Total	(1 776,27)	(1 775,73)	603 253,42	(482 949,93)	501 748,17	(318 519,86)	(183 248,31)

  

DISPONIBILITES TOTALES AU 31 DECEMBRE 2025							
DISPONIBILITES TOTALES PAR DISPOSITIF	CDI	CDD	PPF	TCO	RPU	PUR	TOTAUX
	156 180,44	82 033,47	1 755 236,05	(383 257,90)	1 524 176,72	291 819,43	3 426 188,81



**Annexes aux états financiers**  
**Transitions Pro Pays de la Loire**

Organisme Paritaire Collecteur Agréé  
Exercice 2025

## 1. Faits significatifs de l'exercice

La dotation versée par France Compétences en 2025 pour le **dispositif PTP** (Projets de Transition Professionnelle) se stabilise légèrement au-dessus de 23 M€, après une baisse de 13% en 2024. Les autres dispositifs, moins conséquents en termes de volume, ont pour principale actualité 2025 :

- **Transco** : la subvention 2025 se monte à 237 k€ ; c'est la dernière année du dispositif.
- Fonds d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle (**FIPU**) : ces fonds liés à l'usure professionnelle ont rencontré un fort succès en 2025 puisque le budget de 2,3 M€ était intégralement consommé fin octobre.
- Prévention Usure-Reconversion (**PUR**) : ce dispositif permet d'utiliser le compte pénibilité du salarié (C2P) pour cofinancer son projet de reconversion. En 2025, ce sont 0,8 M€ de C2P qui ont été mobilisés, avec un apport complémentaire de 1 M€ du PTP.

Il est important de rappeler que le montant de ces différents financements permet de dégager des fonds pour le **fonctionnement** de la structure en elle-même. Le budget de fonctionnement (net de produits directs) se monte à 2.556 k€ en 2025, contre 2.580 k€ l'an dernier. Ainsi, l'association continue ses efforts de rationalisation des coûts. Par ailleurs, il est à noter que des travaux de rénovation des locaux ont été engagés en 2024 et commencent à être amortis dans les comptes 2025.

Si les dotations de subvention sont plutôt stables en 2025, les modalités de versement de la dotation de 23 M€ pour le PTP ont évolués sensiblement : historiquement, la dotation était versée en 3 ou 4 fois pendant l'année de son attribution (ou en début n+1). Depuis septembre 2025, chaque Transitions Pro doit transmettre à France Compétences ses besoins mensuels en **trésorerie** pour obtenir le versement de la dotation. D'une gestion de trésorerie qui était principalement axée sur les placements financiers, on passe donc à une estimation au plus juste des besoins à court terme.

Dans un autre registre, Transitions Pro Pays de la Loire a dû faire face en 2025 à une **pénalité** de 490 k€ lié au dispositif Transco. En effet, le reversement des excédents historiques sur ce dispositif, s'il était bien prévu et identifié clairement dans les comptes et la trésorerie de l'association, n'a pu être remboursé dans les temps prévus par l'administration. Une demande de recours gracieux est en cours d'instruction au moment de la clôture des comptes. Par prudence, les comptes 2025 prennent bien en compte la pénalité en question sur le dispositif Transco.

D'un point de vue RH, le **directeur adjoint** historique de Transitions Pro Pays de la Loire, Julien Bourgarel, en charge des questions financières, a quitté la structure en août 2025. Il a été remplacé par Delphine Feri, avec le même périmètre de poste. Afin d'aider à sa prise de fonction et d'assurer la sécurisation des contrôles comptables, une situation intermédiaire des comptes a été réalisée au 31 août 2025, avec audit des Commissaires aux Comptes (cabinet FITECO).

Transitions Pro Pays de la Loire a fait face à une **attaque cyber** au printemps 2025, sans pour autant constater de fuite de données des parties prenantes. L'ensemble des coûts de l'analyse ont été pris en charge dans le cadre du contrat d'assurance cyber (excepté la franchise prévue pour le contrat). Cet incident, s'il a pris du temps aux équipes pour vérifier que l'ensemble des données étaient sauvegardées et sécurisées, n'aura donc qu'un impact minime pour la structure.

Enfin, en termes d'environnement, **l'ANI** du 25 juin 2025 réaffirme le rôle des Transitions Pro en territoire et statue entre autres sur le rôle accru de Certif Pro sur le plan financier. En effet, à

compter de 2026, c'est Certif Pro qui, avec les Transitions Pro régionaux, décidera de l'allocation des fonds de la reconversion professionnelle par région.

## 2. Axes qualité

Transitions Pro Pays de la Loire, dans le cadre de sa politique qualité, a mis en place des axes stratégiques et des objectifs à horizon 2023-2025 afin de guider son activité. La certification ISO a été confirmée en 2025 et lors de l'audit intermédiaire de 2026.

### 1- Un **développement responsable** à savoir :

- Contribuer au développement du réseau Transitions Pro
- Développer notre notoriété et notre image responsable
- Adapter notre présence territoriale et consolider notre proximité
- Renforcer et valoriser notre gouvernance paritaire

### 2- Des **missions et des produits innovants** dont les objectifs sont :

- Accompagner davantage les organismes de formation vers l'innovation
- Individualiser les parcours de reconversion professionnelle
- Combiner les dispositifs existants ou à venir pour une meilleure optimisation des parcours
- Accompagner davantage les entreprises
- Rester proactif sur les évolutions réglementaires

### 3- La **qualité du service** rendu, c'est-à-dire :

- Maintenir le taux d'acceptation des dossiers PTP à 60/70%
- Augmenter la part des financements sur des métiers d'avenir à hauteur de 50% du total des financements en accompagnant les transitions écologiques et numériques
- Développer la valeur ajoutée de notre accompagnement jusqu'à l'emploi
- Accroître le taux de satisfaction de nos parties prenantes
- Garantir une stabilité des équipes en place

### 4- La contribution au **développement des territoires** pour :

- Accompagner les salariés et les territoires sur les métiers à fortes perspectives d'emploi
- Déployer un observatoire régional partagé
- S'assurer que les projets de reconversion se concrétisent par le retour à l'emploi durable
- S'adapter continuellement aux évolutions sociétales et projets locaux

### 5- Une logique de **développement durable** afin de :

- Assurer la pérennité et la durabilité de l'association et de ses emplois
- Accompagner les collaborateurs dans leur montée en compétence
- Améliorer continuellement la santé et la sécurité, et la qualité de vie au travail
- Améliorer nos impacts environnementaux

## 3. Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes comptables de :

- permanence des méthodes,
- continuité de l'exploitation,

*Annexes aux états financiers 2025 – Transitions Pro Pays de la Loire*

Page 3 sur 12

- indépendance des exercices,
- prudence.

Les principales règles et méthodes comptables appliquées par Transitions Pro Pays de la Loire sont les suivantes :

#### Plan comptable

Les comptes annuels sont établis et arrêtés en conformité avec l'arrêté du 26 décembre 2023 portant homologation du règlement n°2023-07 du 10 novembre 2023. Celui-ci modifie le règlement n°2019-03 du 05 juillet 2019 de l'Autorité des normes comptables (ANC), relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France compétences.

#### Changement de méthodes comptables

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité soumise aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général et est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Il s'agit d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- l'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Ce nouveau règlement n'a pas entraîné de changement significatif dans les méthodes comptables appliquées par Transitions Pro Pays de la Loire. En termes de présentation, les charges constatées d'avance sont maintenant présentées au niveau des créances à l'actif du bilan.

#### Immobilisations

Les éléments de l'actif immobilisé sont évalués à leur coût d'acquisition. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire basé sur la durée d'utilisation probable de vie du bien. Les durées utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :	1 à 5 ans
Constructions sur sol propre :	20 ans
Agencements et installations :	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique :	2 à 10 ans
Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

#### Créances d'exploitation

La somme de 12.142.806 € inscrite en « Concours de France Compétences » correspond au montant des contributions dues au financement du dispositif du projet des transitions professionnelles (PTP) et au financement C2P du dispositif PUR, au titre de l'exercice 2025.

#### Fonds propres

Le bilan présente le report à nouveau après affectation du résultat ; pour 2025 le résultat est positif pour 1.477.300 €.

*Annexes aux états financiers 2025 – Transitions Pro Pays de la Loire*  
Page 4 sur 12

### Charges de formation

Les charges de formation sont comptabilisées en charges lors de la décision de financement de ces actions, pour le montant global du dossier engagé (charges décaissées + charges à payer). Le montant de cet engagement tient compte des annulations probables des actions de formation.

Les engagements de formation font l'objet d'un suivi au sein des sections concernées en application de l'article 121-1 du règlement.

## 4. Principaux postes de bilan

### Passif - fonds propres

Mouvement de l'exercice sur le report à nouveau :

	01/01/2025	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Montant à l'ouverture	-379.470 €			
Affectation résultat 2025		1.477.300 €		
Montant à la clôture				1.097.830 €

### Passif - provisions pour risques et charges

Les provisions correspondent :

- Aux charges provisionnées pour 56.136 € dans le cadre d'un risque de non-perception des fonds sur dotations Transco 2025 pour un taux d'annulation probable des dossiers qui a été défini à hauteur de 9%.
- Aux charges provisionnées pour 405.085 € dans le cadre d'un risque de reversement de report à nouveau sur les dispositifs CIF, FIPU et PUR :
  - o 88.214 € concernant l'ancien dispositif CIF, en fonction du résultat 2025 dudit dispositif, qui sera reversé à France Compétences.
  - o 238.013 € sur dotation FIPU 2025 en fonction des annulations réelles constatées sur les engagements 2025 et des annulations à venir estimées à 9%.
  - o 78.858 € sur dotation C2P-PUR 2025 en fonction des annulations réelles constatées sur les engagements 2025 et des annulations à venir estimées à 9%, pour la seule part du cofinancement C2P de ce dispositif.
- Aux charges provisionnées pour 28.408 € dans le cadre d'une marge d'erreur potentielle sur les contrôles de services faits (CSF) des financements européens : cette provision, calculée en 2024, a été revue à la baisse. Le taux d'erreur a bien été conservé à 3%, en revanche, l'assiette d'application de ce taux a été revue en fonction des dossiers qui sont effectivement présentés pour un cofinancement européen (FSE ou FTJ).
- À l'engagement pour indemnités de départ en retraite pour un montant de 34.027 €. Cette provision est en hausse suite à un départ en retraite en 2025 et à l'actualisation des estimations sociales : taux de turnover, passif social, taux de cotisations sociales, taux d'actualisation, âge de départ en retraite (65 ans) ...

- Aux charges provisionnées dans le cadre de la transformation du Fongecif et de l'accompagnement. Cette provision a été revue à la baisse pour atteindre 150.000 €, afin de prendre en compte les actions menées en 2025.

#### Passif - charges à payer, taux d'annulation et autres dettes

Les engagements de financement de formation (EFF) relatifs à des actions de formation sont comptabilisés en charges lors de la décision de financement de ces actions. Le montant de l'engagement tient compte des annulations probables des actions de formation.

Les annulations probables sont estimées pour chacune des sections concernées, en retenant la moyenne des annulations constatées calculée suivant les dispositions réglementaires ou, à défaut, au titre des trois derniers millésimes dont les engagements de financement ont été soldés par la réalisation ou l'annulation des formations. La probabilité d'annulation est ajustée lorsque certaines circonstances permettent d'envisager une variation significative de ces annulations.

Pour rappel, le taux d'annulation est défini dans les comptes lors de la première année d'engagements d'un dispositif. Ce taux est un taux estimé qu'il convient de suivre dans les années futures et de réajuster selon les circonstances.

Concernant l'année 2020, le taux d'annulation réel au 31/12/2025 est de 12,16 %, ce millésime étant soldé. Concernant l'année 2021, le taux d'annulation est constaté à 9,43 %, le solde restant étant de 1.067 €. Pour 2022, le taux d'annulation réel se monte à 9,23 % fin 2025, avec un reste à payer de 29.452 €. Ces trois années sont à des taux encore assez élevés essentiellement du fait du covid.

A compter de 2023, on constate une disparité entre certains dispositifs (comme la VAE qui peut atteindre des niveaux d'annulation supérieurs à 15%) mais sans pour autant pouvoir définir de règle fiable d'une année à l'autre. Au regard du poids des disparités en question qui n'est pas significatif (inférieur à 0,5% des engagements), il a été décidé de confirmer le taux d'annulation probable moyen de 9% pour l'ensemble des dispositifs pour les années restant à régler. Ce taux correspond à celui constaté sur l'ensemble des dossiers arrivés à échéance en 2025.

Les charges de formation et engagements de formation font l'objet d'un suivi au sein des sections concernées en application de l'article 121-1 du règlement (article 131-2 du règlement n°2019-03 du 5 juillet 2019). Les charges à payer s'élèvent à 16.277.985,49 €. Elles concernent :

Charges à payer PTP	13.667.545 €
Charges à payer TCO	135.005 €
Charges à payer FIPU	1.264.888 €
Charges à payer PUR	1.210.548 €
<b>Total charges à payer</b>	<b>16.277.985 €</b>

Ces charges à payer sont complétées par les dettes d'exploitation suivantes :

Dettes fournisseurs	86.431 €
Dettes fiscales	41.722 €
Dettes sociales	401.072 €
Co-financement PTP pour le PUR	1.033.565 €
Autres dettes d'exploitation	836 €
<b>Total dettes</b>	<b>1.563.627 €</b>

Annexes aux états financiers 2025 – Transitions Pro Pays de la Loire  
Page 6 sur 12



Les dettes sociales comprennent les salaires chargés réglés directement par Transitions Pro Pays de la Loire pour les salariés sans employeur, pour 120.819 €.

#### Actif – immobilisations

D'importants travaux de rénovation des locaux de Transitions Pro Pays de la Loire ont été engagés en 2024 et livrés en septembre 2025. Les immobilisations ont été apurées des précédents travaux d'agencement et le mobilier a également été changé ; les biens sortis étaient le plus souvent amortis, les dotations aux amortissements exceptionnels liés aux sorties représentent 21 k€ (10% des sorties de l'année). Cette rénovation est à l'origine des principaux mouvements sur les immobilisations 2025 :

Immobilisations brutes	Ouverture 01/01/2025	Entrées	Sorties	Clôture 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	77.803 €	-	-	77.803 €
Construction	686.021 €	-	-	686.021 €
Installations générales, agencements, aménagements	923.600 €	881.903 €	144.265 €	1.661.238 €
Matériel informatique	192.720 €	-	2.446 €	190.274 €
Matériel et mobilier de bureau	133.607 €	125.371 €	58.910 €	200.068 €
Dépôts et cautions	1.259 €	-	409 €	850 €
<b>Total immobilisations brutes</b>	<b>2.015.011 €</b>	<b>1.007.274 €</b>	<b>206.031 €</b>	<b>2.816.254 €</b>

#### Actif – créances d'exploitation

Le concours de France Compétences correspond aux créances de l'organisme pour l'ensemble des dispositifs dont il a la responsabilité et se décompose ainsi :

Créances PTP	12.109.319 €
Créances FIPU	0 €
Créances PUR	33.487 €
<b>Total Créances France Compétences</b>	<b>12.142.806 €</b>

On voit la part importante de la créance PTP, du fait, entre autres, de l'évolution des modalités de versement de ces fonds.

Les aides financières prévues dans le cadre des conventions conclues entre les organismes financeurs et les Transitions Pro sont rapportées en produits en fonction des caractéristiques spécifiques à chaque convention de financement. A la clôture des comptes, il reste à recevoir les subventions ci-dessous :

Conseil Régional PDL	20.000 €
Fonds social européen	1.089.450 €



DREETS – Transco	251.608 €
Co-financement PTP pour le PUR	1.033.566 €
Avances aux employeurs	77.871 €
Dettes sur avances employeurs	16.224 €
OPCO	273.443 €
Créances sociales	8.906 €
Autres créances	38.662 €
<b>Total Créances</b>	<b>2.809.730 €</b>

Les charges constatées d'avance représentent 31.203 € et sont liées aux travaux de clôture d'exercice courant sur les frais de fonctionnement de l'association.

## 5. Compte de résultat

### Résultat d'activité

L'excédent de 1.477 k€ constaté en 2025 est essentiellement lié à la volonté de du Conseil d'Administration de remonter le niveau de report à nouveau de Transitions Pro Pays de la Loire pour apurer le déficit constaté l'an dernier tout en conservant des marges de manœuvre pour l'année 2026. Il est rappelé que ce report à nouveau n'est utilisé que pour le financement des dossiers de reconversion professionnelle. Le résultat d'activité comporte notamment les éléments suivants :

#### Au niveau des produits :

	2025	2024
Abondement France Compétences	26.581.759 €	20.320.733 €
Subventions et aides publiques	1.398.594 €	2.517.553 €
Produits divers	0 €	27.846 €
Reprises de provisions (au titre de la formation)	213.320 €	5.344.653 €
Produits de fonctionnement	254.722 €	462.706 €
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>28.448.395 €</b>	<b>28.673.490 €</b>

#### Au niveau des charges :

	2025	2024
Dépenses engagées au titre des stages de reconversion	22.264.709 €	26.652.892 €
Autres charges d'activité (dont provisions)	1.499.195 €	1.189.296 €
Charges de fonctionnement	2.811.025 €	3.043.222 €
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>26.574.929 €</b>	<b>30.885.410 €</b>

### Résultat financier

Le résultat financier est composé des produits provenant de la gestion des disponibilités de trésorerie de l'association, nets de l'impôt sur lesdits placements. On constate que le changement de modalité de versement des fonds par France Compétences a un impact à la baisse sur les possibilités de placement et donc sur le résultat financier de l'association :

	2025	2024
Produits financiers	124.210 €	384.971 €
Charges financières	29.810 €	86.541 €
<b>Résultat financier</b>	<b>94.401 €</b>	<b>298.430 €</b>

### Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2025 est composé uniquement de la pénalité de 490 k€ liée au retard de reversement de la dotation Transco (cf. § 1-Faits significatifs de l'exercice).

	2025	2024
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	490.567 €	-
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-490.567 €</b>	<b>-</b>

### Excédents de trésorerie à reverser à France compétences

Transitions Pro peut être amenée à reverser une partie de ses dotations à France Compétences, selon deux critères : l'un lié à la trésorerie de l'association, l'autre au niveau des fonds propres. Dans les deux cas, il s'agit de comparer d'éventuels excédents par rapport à une part du compte de résultat. Les tableaux ci-dessous indiquent que l'association est loin d'être contrainte de reverser des excédents. Ces deux critères concernent uniquement le dispositif PTP :

Evaluation des <b>disponibilités</b> au 31 décembre 2025	
Disponibilités	1.755.237 €
1/3 des charges comptabilisées	7.265.430 €
<b>Excédent à reverser</b>	<b>Néant</b>

Evaluation des <b>fonds propres</b> au 31 décembre 2025	
Fonds propres	1.300.967 €
15% des produits de formations	3.536.066 €
<b>Excédent à reverser</b>	<b>Néant</b>

### Clés de répartition analytiques retenues

La répartition analytique retenue pour la ventilation des actifs et passifs de fonctionnement entre les différents dispositifs est calculée selon le poids des engagements et décaissements de chaque dispositif, dans la limite des plafonds octroyés pour le financement des frais de gestion concernant le FIPU, PUR et Transco. La répartition finale pour 2025 est la suivante :

Répartition des frais de fonctionnement par dispositif	
PTP	96,82%
Transco	0,23%
FIPU	1,44%
PUR	1,51%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>

### Effectif Moyen

Exercice 2024 : 30 Personnes en équivalent temps plein

Exercice 2025 : 28 Personnes en équivalent temps plein

### Suivi des engagements de formation

TABLEAU DE SUIVI DU RESTANT A FINANCER TOUS DISPOSITIFS

RESTANT A FINANCER PAR MILLESIME		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	TOTAL
A	MONTANT RESTANT A FINANCER A L'OUVERTURE	904 715,63	2 673 252,98	20 695 291,25		24 273 259,86
B	ENGAGEMENTS ET COMPLEMENTS	994,40	3 741,10	43 968,37	25 170 731,69	25 219 435,56
C = A+B	<b>TOTAL I</b>	<b>905 710,03</b>	<b>2 676 994,08</b>	<b>20 739 259,62</b>	<b>25 170 731,69</b>	<b>49 492 695,42</b>
D	a (+) Charges de formation décaissées au de l'exercice N	112 805,58	1 291 587,55	17 525 665,65	7 753 665,83	26 683 724,61
E	a (+) Annulations, ajustements	745 207,96	1 169 484,05	1 653 330,30	705 805,08	4 273 827,39
F = D+E	<b>TOTAL II</b>	<b>858 013,54</b>	<b>2 461 071,60</b>	<b>19 178 995,95</b>	<b>8 459 470,91</b>	<b>30 957 552,00</b>
G= C-F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	47 696,49	215 922,48	1 560 263,67	16 711 260,78	18 535 143,42

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION TOUS DISPOSITIFS

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Exercices N-3 et antérieurs	Exercices N-2	Exercices N-1	EXERCICE N	Total
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	535 322,03	1 878 942,00	18 478 949,03		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				25 170 731,69	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice				9%	
K = IxJ	Annulations théoriques sur Engagements				2 291 606,77	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice				7 753 665,83	
L	Extourne charges à payer pour engagements de financement de formation	535 322,03	1 878 942,00	18 478 949,03		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	46 948,80	206 577,06	899 000,54	15 125 459,09	
N = H-L+M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	46 948,80	206 577,06	899 000,54	15 125 459,09	16 277 985,49

Annexes aux états financiers 2025 – Transitions Pro Pays de la Loire

Page 10 sur 12

### Plafonnement des frais de fonctionnement

Dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) conclue entre l'État au travers de la DREETS des Pays de la Loire et Transitions Pro Pays de la Loire, les charges de fonctionnement de la structure sont plafonnées. Ces charges correspondent aux :

- Frais des représentants paritaires
- Frais d'information
- Frais d'instruction et de suivi des dossiers
- Frais liés au suivi de la mise en œuvre du CEP sur le territoire régional
- Frais engagés pour le contrôle qualité des formations dispensées

La ventilation des charges de fonctionnement est opérée selon des clés de répartition par nature. Sur l'exercice 2025, les plafonds de la Convention d'Objectifs et de Moyens ont été respectés au regard de la dotation comptabilisée définissant le plafond (2.550.751€) et au regard de la convention (2.554.081 €), avec un budget de fonctionnement net de produits de 2.546.490 €.

### Atterrissage COM sur la base de la dotation comptabilisée

	PTP
Dotation comptable	23 196 682 €

		TAUX DE LA COM	PLAFONNEMENT COMPTABLE COM	Frais réalisés (résultats de fonctionnement)	Taux réalisé
FRAIS DE GESTION	Transport, hébergement, restauration des	0,12%	27 836 €	16 432 €	0,07%
	Frais d'information des salariés	2,51%	583 231 €	592 375 €	2,55%
	Instruction et suivi des projets de transition professionnelle et des	5,90%	1 368 604 €	1 461 735 €	6,30%
	Frais liés au suivi de la mise en œuvre du CEP sur le territoire	0,94%	218 712 €	222 389 €	0,96%
	Frais engagés pour le contrôle qualité des formations dispensées	1,52%	352 369 €	253 558 €	1,09%
TOTAL FRAIS DE GESTION NETS		11,00%	2 550 751 €	2 546 490 €	10,98%

### Atterrissage COM sur la base de la dotation conventionnelle

	PTP
Dotation conventionnelle COM	23 218 918 €

		TAUX DE LA COM	PLAFONNEMENT CONVENTIONNEL COM	Frais réalisés (résultats de fonctionnement)	Taux réalisé
FRAIS DE GESTION	Transport, hébergement, restauration des	0,12%	27 872 €	16 432 €	0,07%
	Frais d'information des salariés	2,51%	583 992 €	592 375 €	2,55%
	Instruction et suivi des projets de transition professionnelle et des	5,90%	1 370 391 €	1 461 735 €	6,30%
	Frais liés au suivi de la mise en œuvre du CEP sur le territoire	0,94%	218 997 €	222 389 €	0,96%
	Frais engagés pour le contrôle qualité des formations dispensées	1,52%	352 829 €	253 558 €	1,09%
TOTAL FRAIS DE GESTION NETS		11,00%	2 554 081 €	2 546 490 €	10,97%

#### Événements postérieurs à la clôture

D'un point de vue comptable, il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture de nature à revoir les comptes de 2025.

Financièrement, l'année 2026 sera une année de préparation à la prise en main par Certif Pro de l'allocation par région des financements de la transition professionnelle. La gestion de la trésorerie sera toujours impactée par la nécessité d'évaluer ses besoins mensuellement pour débloquer le versement des fonds par France Compétences. A compter de 2027, Certif Pro répartira la dotation PTP entre les régions avec une nouvelle clé de répartition entre régions. Cette nouvelle règle peut impacter les moyens financiers de Transitions Pro Pays de la Loire. De plus, la DREETS alerte la Présidence et la Direction de la nécessité de baisser le taux de COM dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Moyens 2027-2029.

Transitions Pro Pays de la Loire doit par ailleurs continuer sa recherche de rationalisation des coûts de fonctionnement, puisque le Conseil Régional ne viendra plus co-financer les dossiers dans le secteur de la santé et ne financera plus les frais de fonctionnement de la structure, soit une perte de 120 k€ de subvention.

Transitions Pro Pays de la Loire travaille par ailleurs sur sa stratégie et en particulier son souhait de s'appuyer sur le paritarisme pour s'ancrer pleinement dans son territoire ligérien en s'adressant directement aux secteurs ou aux cibles les plus fragiles et mobilisables pour des projets de transitions professionnelles.